

1997

18 nov	Arrêté n° 1816 MLCVE. SDU. ST. transférant à M. Guiré Mamadou, la concession provisoire du lot n° 1 027, îlot 87 de Yopougon-Kouté, deuxième tranche, Extension-Est.	291
20 nov	Arrêté n° 1847 MLCVE. SDU. ST. transférant aux héritiers de feu Cadio Ammann Anthony Bénédicte, la concession provisoire du lot n° 3 549, îlot 360 d'Abobo-Gare/C.	291
	Concessions accordées à titre provisoire.	291
	Concessions accordées à titre définitif.	291

**MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**

1998

28 janvier . .	Décret n° 98-44 modifiant et complétant le décret n° 95-587 du 26 juillet 1995 portant agrément en qualité d'entreprise prioritaire à la société pour le développement industriel de la région d'Odienné (SODIRO) à Odienné.	294
----------------	--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Direction du Domaine, de la Conservation foncière, du Cadastre, de l'Enregistrement et du Timbre. — Bureau d'Abidjan.	
Avis de vente.	294
Avis de demandes d'immatriculations.	294
Avis et annonces.	295

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DECRET n° 97-674 portant création de la société d'Etat dénommée « Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat (C.G.R.A.E.) ».

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'Economie et des Finances,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 62-405 du 7 novembre 1962 portant organisation du régime des pensions civiles ;

Vu la loi n° 62-232 du 29 juin 1962 portant réglementation des Organismes d'Assurances de toute nature et de Capitalisation et tendant à l'organisation de la profession d'assureur ;

Vu la loi n° 69-535 du 22 décembre 1969 instituant un régime de retraite en faveur des anciens membres du Conseil économique et social ;

Vu la loi n° 76-505 du 3 août 1976 portant institution d'un régime d'allocation viagère au bénéfice des agents temporaires des Administrations et Etablissements publics administratifs de l'Etat ;

Vu la loi n° 77-426 du 29 juin 1977 portant ratification de l'ordonnance n° 77-206 du 5 avril 1977 portant création de la Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat ;

Vu la loi n° 78-635 du 28 juillet 1978 portant Statut des corps des personnels de la Sûreté nationale ;

Vu la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992 portant Statut général de la Fonction publique ;

Vu la loi n° 78-662 du 4 août 1978 portant Statut de la Magistrature ;

Vu la loi n° 93-662 du 9 août 1993 portant ratification du Traité instituant une Organisation intégrée de l'Industrie des Assurances dans les Etats africains, signé à Yaoundé le 10 juillet 1993 ;

Vu la loi n° 94-440 du 16 août 1994 déterminant la composition, l'organisation, les attributions et le fonctionnement de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 97-519 du 4 septembre 1997 portant définition et organisation des sociétés d'Etat ;

Vu l'ordonnance n° 96-183 du 7 mars 1996 portant dérogation à l'article 13 de la loi n° 62-405 du 7 novembre 1962 portant organisation des régimes des Pensions civiles en vue de la liquidation des droits à pension des agents de l'ex-S.I.C.F. ;

Vu l'ordonnance n° 97-123 du 7 mars 1997 portant dérogation à l'article 13 de la loi n° 62-405 du 7 novembre 1962 portant organisation des régimes des Pensions civiles en vue de la liquidation des droits à pension des agents de l'ex-S.I.P.E. ;

Vu le décret n° 52-557 du 16 mai 1952 portant organisation de la Caisse locale de Retraite pour l'Afrique Occidentale française et les textes subséquents ;

Vu le décret n° 62-372 du 17 octobre 1962 portant règlement d'Administration publique pour l'application de la loi n° 62-232 du 29 juin 1962 susvisée ;

Vu le décret n° 66-165 du 26 avril 1966 portant application des dispositions de la loi n° 62-405 du 7 novembre 1962 aux militaires et gendarmes ;

Vu le décret n° 69-537 du 22 décembre 1969 fixant les règles d'application de la loi n° 69-535 du 22 décembre 1969 ;

Vu le décret n° 70-87 du 11 février 1979 portant application de la loi n° 62-232 du 29 juin 1962 susvisée ;

Vu le décret n° 73-11 du 12 janvier 1973 portant sur les pensions et allocations temporaires d'invalidité des personnels de la Milice et de la Garde présidentielle ;

Vu le décret n° 77-210 du 5 avril portant application de l'ordonnance n° 77-206 du 5 avril 1977 portant création de la Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 78-688 du 18 août 1978 portant application de la loi n° 78-635 du 28 juillet 1978 ;

Vu le décret n° 82-215 du 24 février 1982 portant modification du décret n° 62-372 du 17 octobre 1962 susvisé ;

Vu le décret n° 89-965 du 6 septembre 1989 portant institution d'un régime d'Allocation viagère au bénéfice des ambassadeurs ;

Vu le décret n° 92-47 du 29 janvier 1992 érigeant la Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat en Etablissement public à caractère industriel et commercial et déterminant ses attributions, son organisation et son fonctionnement ;

Vu le décret n° 93-607 du 2 juillet 1993 portant modalités communes d'application du Statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret n° 93-663 du 9 août 1993 portant ratification du Traité instituant une Organisation intégrée de l'Industrie des Assurances dans les Etats africains, signé à Yaoundé le 10 juillet 1992 ;

Vu le décret n° 93-664 du 9 août portant publication du Traité instituant une Organisation intégrée de l'Industrie des Assurances dans les Etats africains, signé à Yaoundé le 10 juillet 1992 ;

Vu le décret n° 96 PR. 02 du 26 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement tel que modifié par le décret n° 96 PR. 10 du 10 août 1996 ;

Vu le décret n° 96-179 du 1^{er} mars 1996 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 97-210 du 10 avril 1997 portant institution d'une Allocation viagère, d'une Pension d'invalidité et des Avantages en nature en faveur des anciens Présidents de la République, Chefs ou Présidents d'Institutions, membres du Gouvernement et de certaines hautes personnalités de l'Etat ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE PREMIER

Il est créé une société d'Etat dénommée « Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat ».

La société est régie par la loi n° 97-519 du 4 septembre 1997 portant définition et organisation des sociétés d'Etat, la loi n° 62-232 du 29 juin 1962 portant réglementation des Organismes d'Assurances de toute nature et de Capitalisation et tendant à l'organisation de la profession d'assureur, la loi n° 93-662 du 9 août 1993 portant ratification du Traité instituant une Organisation intégrée de l'Industrie des Assurances dans les pays africains, signé à Yaoundé le 10 juillet 1992, la loi du 24 juillet 1867 relative aux sociétés anonymes et ses lois modificatives, et par ses statuts annexés au présent décret.

ARTICLE 2

La société a pour objet la gestion au profit des bénéficiaires :

- i) Du régime obligatoire des pensions ;
- ii) Du régime volontaire et complémentaire de retraite ;
- iii) Des fonds collectés au titre des régimes mentionnés en i) et ii) ci-dessus.

ARTICLE 3

Le siège social de la société est fixé à Abidjan.

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire national par décret.

ARTICLE 4

La durée de la société est fixée à cinquante années à compter de son immatriculation au registre du commerce d'Abidjan, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les statuts.

TITRE II

ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA CAISSE

Section 1. — *Le conseil d'administration*

ARTICLE 5

La société est administrée par un conseil d'administration composé de douze membres.

Le conseil d'administration comprend :

- Un représentant désigné par le Président de l'Assemblée nationale ;
- Un représentant désigné par le Président du Conseil économique et social ;
- Deux représentants du ministre de l'Economie et des Finances ;

— Un représentant du ministre de l'Emploi, de la Fonction publique et de la Prévoyance sociale ;

— Un représentant du ministre de la Défense ;

— Un représentant du ministre de la Sécurité intérieure ;

— Un représentant des agents de l'Etat en activité ;

— Deux représentants des agents de l'Etat retraités ;

— Deux personnalités désignées à raison de leurs compétences en matière financière et bancaire, et d'assurance retraite.

Les membres du conseil d'administration sont nommés par décret en Conseil des ministres sur rapport conjoint du ministre chargé de l'Economie et des Finances, du ministre chargé de la Défense, du ministre chargé de la Sécurité intérieure et du ministre chargé de l'Emploi et de la Fonction publique.

ARTICLE 6

Le conseil d'administration exerce, de façon continue, son autorité et son contrôle sur les activités de la société.

Il exerce ses attributions dans le respect de celles expressément réservées à l'autorité de tutelle ou au directeur général par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par celles du présent décret.

Le conseil d'administration peut déléguer au directeur général tous pouvoirs qui ne lui sont pas exclusivement réservés par application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par celles des articles 7 et 8 ci-dessous.

ARTICLE 7

Le conseil d'administration exerce collégialement, dans les conditions de quorum et de majorité fixées par les statuts, une fonction de régulation dans le but de permettre la gestion et le fonctionnement équilibrés du régime obligatoire de pensions et du régime volontaire et complémentaire de retraite.

A cet effet :

1° Il fixe, sur proposition du directeur général, les règles de fonctionnement et de financement du régime volontaire et complémentaire de retraite ;

2° Il est obligatoirement saisi par le ministre de l'Economie et des Finances, et émet un avis motivé préalablement à toute décision relative à la prise en charge par la société de toute prestation nouvelle au titre du régime obligatoire des pensions, et décidée par voie réglementaire ;

3° Il donne un avis conforme et motivé, préalablement à toute modification des pourcentages de cotisation et de contribution fixés comme indiqué à l'article 23.2. ci-dessous ;

4° Il arrête, sur proposition du directeur général, toute mesure d'organisation et de fonctionnement de la société, de la gestion des régimes de pensions et de retraite de nature à améliorer la rentabilité et l'efficacité desdits régimes ;

5° Il fait toute recommandation au ministre de tutelle, au directeur général, aux budgets employeurs, et aux syndicats et aux associations représentatives des bénéficiaires qu'il juge appropriées à l'amélioration du fonctionnement et de la gestion des régimes de Pensions et de Retraite.

ARTICLE 8

Sans préjudice de l'exercice de ses attributions propres, telles que définies par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par le présent décret, le conseil d'administration, exerce les attributions ci-après qu'il ne peut déléguer :

1° Il détermine la politique générale de la société ;
2° Il arrête le projet de budget de l'exercice à venir, vérifie, en cours d'exercice, périodiquement, que le budget s'exécute en équilibre ;

3° Il fixe les conditions et modalités générales de placements des fonds de la société, conformément aux dispositions de l'article 19 ci-dessous, et habilite le directeur général à effectuer les opérations en résultant ;

4° Il autorise le directeur général à signer le contrat de programme pluriannuel mentionné à l'article 24 ci-dessous, et veille à son exécution ;

5° Il autorise, dans le respect du budget de la société pour l'exercice considéré, les investissements d'un montant supérieur un seuil qu'il fixe ;

6° Il autorise le recrutement de tout personnel d'encadrement relevant d'un statut de Droit privé ;

7° Il donne son avis sur la nomination des directeurs, des sous-directeurs et des chefs de services autonomes, conformément aux dispositions de l'article 16 ci-dessous.

Section 2. — *La direction générale*

ARTICLE 9

Le conseil d'administration nomme parmi ses membres ou en dehors un directeur général.

ARTICLE 10

Le directeur général représente la société dans ses rapports avec les tiers.

Il est chargé de la gestion courante de la société.

Le directeur général veille à la mise en œuvre, par la société, des délibérations du conseil d'administration.

ARTICLE 11

L'étendue et la durée des pouvoirs ainsi que la rémunération du directeur général sont fixées par le conseil d'administration, sans préjudice de l'article 10 ci-dessus.

Section 3. — *Le personnel de la Caisse*

ARTICLE 12

Le personnel de la société est composé :

— De fonctionnaires et d'agents contractuels de l'Etat, détachés auprès de la société ;

— D'agents contractuels de Droit privé, soumis au Code du Travail.

ARTICLE 13

Les fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat, détachés auprès de la société à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce, sont régis par les dispositions du Code du Travail, dans leur relation avec la société et pendant toute la durée de leur détachement.

Ils perçoivent les mêmes traitements et indemnités que ceux accordés au personnel de la société relevant d'un statut de Droit privé.

Les fonctionnaires et agents de l'Etat, détachés auprès de la société, restent soumis au régime de retraite de leur corps d'origine, conformément au Statut général de la Fonction publique.

En cas de cessation de leurs fonctions au sein de la société, pour quelque cause que ce soit, ils sont remis à la disposition de leur structure d'origine, sans droit ni indemnité à la charge de la société.

ARTICLE 14

Les personnels de la société perçoivent les traitements et salaires correspondant à leur catégorie professionnelle, tels que déterminés par le Code du Travail ainsi que les textes pris pour son application.

Section 4. — *Les services de la société*

ARTICLE 15

Les services de la société sont créés et organisés par le conseil d'administration. Toutefois, pour la durée des deux premiers contrats de programme mentionnés à l'article 24 ci-dessous, les services de la société sont les suivants :

1° La direction des Affaires juridiques et de l'Action sociale, qui comprend :

- La sous-direction des Affaires juridiques et du Contentieux ;
- La sous-direction de l'Action sociale ;
- La sous-direction de la Documentation et des Archives.

2° La direction des Pensions, qui comprend :

- La sous-direction des Pensions militaires ;
- La sous-direction des Pensions civiles ;
- La sous-direction des Pensions des Entreprises et Organismes publics.

3° La direction des Recouvrements, qui comprend :

- La sous-direction de l'Identification ;
- La sous-direction des Cotisations ;
- La sous-direction du Marketing et du Développement.

4° La direction des Opérations financières, qui comprend :

- La sous-direction de la Gestion financière ;
- La sous-direction de la Gestion immobilière ;
- La sous-direction des Fonds de Pensions.

5° La direction de l'Administration générale et des Finances, qui comprend :

- La sous-direction des Ressources humaines ;
- La sous-direction de la Comptabilité et du Budget ;
- La sous-direction du Matériel.

6° Le Service autonome de l'Audit et du Contrôle interne ;

7° Le Service autonome de l'Informatique.

ARTICLE 16

Chaque direction est dirigée par un directeur, nommé par le directeur général, après avis du conseil d'administration.

Chaque sous-direction est dirigée par un sous-directeur et chaque Service autonome par un chef de service.

Les sous-directeurs et les chefs de Service autonome sont nommés, par décision du directeur général, après avis du conseil d'administration.

TITRE III DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 17

La Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat perçoit l'ensemble des cotisations des bénéficiaires et les contributions employeurs ainsi que, le cas échéant, les subventions de l'Etat ou des autres budgets employeurs au régime obligatoire des pensions.

En contrepartie, la Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat assure l'ensemble des prestations prévues par le régime obligatoire des Pensions, et à ce titre effectue :

- La liquidation et le paiement des pensions de retraite, des allocations viagères ou des pécules, des rentes d'invalidités ;
- La liquidation et le paiement des pensions de veuves et des pensions d'orphelins en cas de décès d'un agent de l'Etat en activité ou retraité ;
- Le versement du capital décès ;
- Les versements pour charges de famille et les majorations pour familles nombreuses ;
- Le remboursement de cotisations aux agents venant à quitter le service avant de pouvoir obtenir une pension ou une rente viagère d'invalidité ;
- Les versements pour rachat des services accomplis sous le régime de la loi portant organisation des Pensions civiles en Côte d'Ivoire au profit des régimes coordonnés avec celui-ci.

ARTICLE 18

La société est autorisée à créer au profit des bénéficiaires, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'assurance-retraite, un régime volontaire et complémentaire de retraite par capitalisation.

Les conditions et modalités d'organisation et de fonctionnement du régime volontaire et complémentaire de retraite sont fixées par le conseil de la société, sur proposition du directeur général, et agréées par arrêté du ministre de l'Economie et des Finances, pris sur avis conforme de la Commission régionale de Contrôle des Assurances.

Le régime volontaire complémentaire de retraite fonctionne entre la société et les bénéficiaires sur un mode exclusivement contractuel et est régi par le Droit commun des Assurances.

A l'effet de la gestion du régime volontaire et complémentaire de retraite, la société, peut, seule ou en association avec des sociétés d'assurances vie et capitalisation agréées en Côte d'Ivoire, créer un ou plusieurs Fonds de Pension et proposer aux bénéficiaires des Plans d'Epargne Retraite.

La société perçoit également les cotisations des bénéficiaires et, le cas échéant, les contributions des budgets employeurs, destinées au financement du régime volontaire complémentaire de retraite, et les gère selon les conditions et modalités qui le régissent.

ARTICLE 19

A l'effet de la gestion des régimes de pensions et de retraite, la société est habilitée, dans le respect des dispositions du présent décret et de ses procédures internes, et sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires applicables à chacune des opérations concernées à :

— Effectuer des dépôts rémunérés ou acquérir des produits financiers auprès des banques, des établissements financiers et des compagnies d'assurances agréés en Côte d'Ivoire ;

— Acquérir des valeurs mobilières inscrites à la cote de la Bourse des Valeurs d'Abidjan ou de la Bourse régionale ;

— Acquérir des immeubles ou des parts de sociétés immobilières, en Côte d'Ivoire ;

— Acquérir des actions de sociétés d'Etat ou de sociétés à participation financière publique dans le respect des dispositions régissant ces sociétés.

ARTICLE 20

Les ressources de la société, pour la gestion des régimes de pensions et de retraites sont constituées par :

1° Les cotisations des fonctionnaires et agents de l'Etat prélevées sur leur solde ainsi que celles supportées par les agents affiliés des Organismes publics ou privés sur leur traitement, au titre du régime obligatoire des pensions ;

2° Les contributions de l'Etat et des personnes morales de Droit public ou privé employant des agents affiliés aux régimes gérés par la société ;

3° Les retenues rétroactives dues par les fonctionnaires pour la validation des services auxiliaires, temporaires ou contractuels, au titre du régime obligatoire des pensions ;

4° Les subventions additives de l'Etat au titre du régime obligatoire des pensions ;

5° Les cotisations des bénéficiaires au titre du régime volontaire et complémentaire de retraite et, le cas échéant, les contributions des budgets employeurs ;

6° Les produits de ses placements immobiliers, financiers ou boursiers et, notamment des Fonds de Pension, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;

7° Le produit des cessions de ses travaux et prestations ;

8° Les dons et legs acceptés conformément aux textes en vigueur.

La société n'est pas autorisée à emprunter pour constituer ses ressources à l'effet du financement des régimes de pensions et de retraite, sauf autorisation spéciale donnée par décret.

ARTICLE 21

Les emplois de la Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat relatifs à la gestion des régimes de pensions et de retraite sont constitués par :

1° Le service des prestations définies aux articles 17 et 18 ci-dessus ;

2° Les placements opérés conformément aux dispositions de l'article 19 ci-dessus ;

3° Le prélèvement pour charge de fonctionnement et d'investissement des services opéré comme indiqué à l'article 22 ci-dessous.

ARTICLE 22

22.1. — Les ressources de la société, affectées au financement des frais de fonctionnement, sont limitativement constituées par un prélèvement sur les ressources définies à l'article 20 ci-dessus, à concurrence d'un pourcentage variant dans une fourchette de 3 à 5 % desdites ressources.

Le montant de ce prélèvement est arrêté chaque année par le budget de la société.

22.2. — Pour le cas où les ressources définies à l'article 22.1 ci-dessus s'avèrent insuffisantes pour un exercice donné, elles peuvent, sous réserve d'être inscrites à son budget, être complétées par :

— Les subventions du Budget général de l'Etat ou d'Organismes publics ou privés nationaux ou internationaux ;

— Les produits de ses emprunts, dans les conditions fixées par les textes en vigueur.

ARTICLE 23

23.1. — Il est versé par l'Etat à la société, pour compter d'une date et selon un calendrier fixé par le contrat de programme mentionné à l'article 24 ci-dessous, l'intégralité des sommes nécessaires à la constitution de réserves et de provisions techniques pour assurer le service des pensions et des autres prestations dont la société est légalement débitrice, à la date du 31 décembre 1997, au titre de la gestion du régime obligatoire des pensions.

Les réserves et les provisions techniques sont constituées dans la limite maximale d'un prélèvement annuel de 12 % de la solde des fonctionnaires et agents de l'Etat entre le 1^{er} janvier 1967 et le 31 décembre 1997, après déduction des versements et subventions reçus de l'Etat sur la même période à l'effet du financement du régime obligatoire des pensions.

Les sommes versées par l'Etat à la société, par application des dispositions du présent article 23.1, sont exclusivement affectées à la constitution des réserves et provisions techniques. Elles ne donnent pas lieu à prélèvement, pour financement des frais de fonctionnement, par application de l'article 22.1 ci-dessus.

23.2. — Pour compter de la gestion 1998, il est versé mensuellement à la société par chaque budget employeur la cotisation de 6 % et la contribution employeur de 12 % de la rémunération brute de chaque bénéficiaire émargeant à ce budget.

Ce versement mensuel est effectué dans un délai maximum de trois mois à compter du versement au bénéficiaire de sa rémunération ou de son indemnité pour le mois considéré. Passé ce délai, le versement est affecté d'un intérêt de retard selon un taux et des modalités fixées par le contrat de programme, mentionné à l'article 24 ci-dessous.

ARTICLE 24

Pour compter de la gestion 1998, il est passé entre l'Etat et la société, tous les trois ans, un contrat de programme, qui fixe, notamment :

1° Les conditions et modalités de l'équilibre entre les ressources et les emplois de la société au titre de chacun des régimes de retraite et de pensions ;

2° Le montant des subventions annuelles de l'Etat au titre du régime obligatoire des pensions ;

3° Les principes généraux de placement des provisions et réserves techniques ;

4° Les règles de contrôles techniques applicables à la gestion des régimes de pensions et de retraites.

Le contrat de programme doit être amendé, à la demande de la société ou de l'Etat, dès qu'un élément concourant à l'équilibre d'un des régimes de pensions ou de retraite est modifié, et, notamment chaque fois qu'il est mis à la charge de la société des prestations supplémentaires au titre du régime obligatoire des pensions, sans contrepartie financière à concurrence versée par les bénéficiaires et les budgets employeurs concernés.

TITRE IV

TUTELLE ET CONTROLE

ARTICLE 25

La société est placée sous la tutelle administrative, technique, économique et financière du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

ARTICLE 26

La société est contrôlée par deux commissaires aux Comptes, nommés par arrêté du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Ils sont choisis parmi ceux inscrits aux tableaux de l'Ordre des Experts comptables.

Ils exercent leurs fonctions dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment les articles 34 à 40 de la loi n° 97-519 du 4 septembre 1997, portant définition et organisation des sociétés d'Etat.

ARTICLE 27

La société est soumise au contrôle de la Chambre des Comptes de la Cour suprême, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

TITRE V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

ARTICLE 28

L'Etablissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat » est dissous à compter de la date mentionnée à l'article 29 ci-dessous.

Il sera nommé, par arrêté du ministre chargé de l'Economie et des Finances, un liquidateur et un Comité de Liquidation en remplacement des organes de l'établissement dissous.

Les opérations de liquidation, et notamment l'évaluation des actifs de l'établissement dissous, en vue de leur dévolution éventuelle à la société, s'effectueront dès la nomination des organes de liquidation.

ARTICLE 29

Le transfert des activités de l'Etablissement public dissous à la société intervient à une date fixée par arrêté du ministre de l'Economie et des Finances, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce.

ARTICLE 30

Le personnel de la société relevant du Statut général de la Fonction publique, pourra être détaché auprès de la société, par un arrêté du ministre chargé de l'Emploi, de la Fonction publique et de la Prévoyance sociale, à compter de la date de l'immatriculation de la société au registre du commerce d'Abidjan.

ARTICLE 31

Les statuts de la société annexés au présent décret sont agréés.

ARTICLE 32

Le ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, et qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 3 décembre 1997.

Henri Konan BEDIE.

CAISSE GENERALE DE RETRAITE DES AGENTS
DE L'ETAT (CGRAE)

SOCIETE D'ETAT

STATUTS

I. — DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE PREMIER

Forme

Il est créé par application des dispositions du décret n° 97-674 du 3 décembre 1997 une société d'Etat dénommée « Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat », société régie par :

— La loi n° 97-519 du 4 septembre 1997 portant définition et organisation des sociétés d'Etat, et, à titre subsidiaire, les lois applicables aux sociétés anonymes ;

— La loi n° 62-632 du 29 juin 1962 portant réglementation des Organismes d'Assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de la profession d'assureur ;

— La loi n° 93-662 du 9 août 1993, portant ratification du traité instituant une Organisation intégrée de l'Industrie des Assurances dans les pays africains signé à Yaoundé le 10 juillet 1992 ;

— Et par les présents statuts.

ARTICLE 2

Dénomination

La société prend la dénomination de : Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat, par abréviation C.G.R.A.E.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et documents, de toute nature, émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement et en toutes lettres « Société d'Etat régie par la loi n° 97-519 du 4 septembre 1997 » et de l'énonciation de son décret de création, du capital social et de son numéro d'immatriculation au registre du commerce.

Il est également porté, à la suite du nom ou de la raison sociale, dans les actes et documents visés à l'alinéa précédent la mention ci-après, en caractères uniformes : « Entreprise régie par le Code des assurances ».

ARTICLE 3

Objet

La société a pour objet la gestion, au profit des bénéficiaires :

- i) Du régime obligatoire des pensions ;
- ii) Du régime volontaire et complémentaire de retraite ;
- iii) Des fonds collectés au titre des régimes mentionnés en i) et ii) ci-dessus.

ARTICLE 4

Siège social

Le siège social est fixé à Abidjan.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision du conseil d'administration ou en tout autre endroit du territoire national par décret.

Le conseil d'administration peut ouvrir des succursales, des agences partout où il le juge utile. Il peut également procéder à leur fermeture quand il le juge opportun.

ARTICLE 5

Durée

La durée de la société est fixée à cinquante années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce d'Abidjan, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

II. — CAPITAL SOCIAL ET ACTIONS

ARTICLE 6

Capital social

6.1. — Le capital est constitué par des apports en numéraire et, le cas échéant, par des apports en nature ;

6.2. — Il est fixé à la somme de 300.000.000 de francs C.F.A., divisé en 30 000 actions de 10.000 francs C.F.A. chacune numérotées de 1 à 30 000, intégralement souscrites et libérées et représentatives d'apports en numéraire ;

6.3. — Le capital social est entièrement détenu par l'Etat. Il pourra être ouvert à des personnes morales de Droit public ivoirien ;

6.4. — Il est créé un fonds de dotation dont le montant est constitué par l'écart entre la somme des actifs nets dévolus à la société par application des dispositions de l'article 28 du décret n° 97-674 du 3 décembre 1997, portant création de la société d'Etat dénommée « Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat », et le montant du capital social de la société, soit 300.000.000 de francs C.F.A. ;

6.5. — Tout mouvement ultérieur sur ce fonds de dotation doit être effectué conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 7

Forme des actions

Les actions entièrement libérées sont obligatoirement nominatives.

Les titres provisoires comme les titres définitifs sont extraits d'un registre à souches, revêtus d'un numéro d'ordre et du timbre de la société. Ils sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs, ou par un administrateur et une personne étrangère à la société, spécialement déléguée à cet effet par le conseil d'administration.

Ces signatures peuvent être manuscrites, imprimées en même temps que les titres ou apposées au moyen d'une griffe. Cependant, la signature de la personne étrangère à la société est manuscrite. La société se réserve la faculté de ne pas créer matériellement les titres, les droits des actionnaires étant simplement constatés par une inscription dans les registres sociaux, et une copie certifiée pouvant être délivrée aux intéressés sans frais.

Les actionnaires peuvent déposer les titres de la société dont ils sont propriétaires dans la caisse sociale en échange de récépissés nominatifs de ce dépôt.

Le conseil d'administration a tous pouvoirs pour déterminer la forme des récépissés et fixer les droits ainsi que toutes les autres conditions de ce dépôt.

ARTICLE 8

Droits et obligations attachés à l'action

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans la partie des bénéfices attribués aux actions, à une part proportionnelle à la fraction de capital qu'elle représente.

La possession d'une action emporte, de plein droit, adhésion aux statuts de la société et aux décisions du conseil d'administration.

Les actionnaires ne sont tenus, même à l'égard des tiers, que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions. Ils ne peuvent être soumis, au delà, à aucun appel de fonds ni à une restitution d'intérêts ou de dividendes régulièrement perçus.

ARTICLE 9

Augmentation ou réduction du capital social

9.1. — Augmentation du capital social

Le capital social peut être augmenté, en une ou plusieurs fois, par la création d'actions nouvelles, ordinaires ou de priorité, avec ou sans prime, soit en représentation d'apports en nature ou contre espèces, soit par voie d'incorporation de réserves disponibles ou de bénéfices acquis dans le capital, soit par tous autres moyens ou toute manière prévus par la loi ou reconnus licites.

La décision d'augmentation de capital est prise par décret, après avis du conseil d'administration.

En cas d'augmentation du capital social par incorporation de réserves ou de bénéfices acquis, celle-ci pourra se faire sans création de nouvelles actions par simple augmentation de la valeur nominale de celles déjà existantes.

En cas d'augmentation de capital par l'émission d'actions avec prime, cette prime fera l'objet d'une réserve spéciale inscrite au passif du bilan, qui appartiendra exclusivement aux actionnaires pour recevoir l'affectation qui serait décidée par le conseil d'administration.

En cas d'augmentation de capital par l'émission d'actions de numéraire, le conseil d'administration, dans le respect des dispositions du décret autorisant ladite augmentation, fixera le montant, le mode et les époques de libération des actions nouvelles ainsi émises.

Dans le cas d'émission d'actions de numéraire avec prime, la prime doit obligatoirement être intégralement versée lors de la souscription.

En cas d'augmentation faite par l'émission d'actions payables en numéraire, les propriétaires des actions antérieurement émises ayant effectué les versements appelés ont, eux ou leurs cessionnaires, un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles, dans la proportion du nombre des actions anciennes que chacun d'eux possédait alors.

Ce droit sera exercé dans les formes, délais et conditions déterminés par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par le conseil d'administration.

9.2. — Réduction du capital social

Le capital social peut être réduit, par décret, après avis du conseil d'administration.

La réduction du capital peut intervenir pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment au moyen de l'annulation, du remboursement ou du rachat d'actions de la société, de la réduction de la valeur nominale de chaque action, ou d'un échange des anciens titres contre de nouveaux titres d'un nombre équivalent ou moindre, ayant ou non le même montant nominal, et, si nécessaire avec cession ou rachat d'actions anciennes, pour permettre l'échange avec une soule à recevoir ou à payer.

ARTICLE 10

Libération des actions

La libération des actions est régie par les dispositions de l'article 7 de la loi n° 97-519 du 4 septembre 1997 susmentionnée.

Lors des souscriptions, à la constitution de la société ou en cas d'augmentation de capital, les actions représentatives d'apports en nature devront être intégralement libérées.

Les actions de numéraire sont libérées à la constitution de la moitié au moins de leur valeur nominale.

La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision du conseil d'administration, dans un délai qui ne peut excéder trois ans, à compter de la date du décret de création de la société.

En cas d'augmentation de capital, les actions devront être libérées de la moitié au moins de leur montant nominal et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus devra intervenir en une ou plusieurs fois, sur appel du conseil d'administration, dans un délai de trois ans à compter du jour où l'augmentation de capital sera devenue définitive.

Les appels de fonds émanant du conseil d'administration sont portés à la connaissance des actionnaires par lettre recommandée adressée à chacun d'eux au dernier domicile qu'il aura fait connaître à la société.

Le conseil d'administration pourra autoriser la libération anticipée des actions émises, aux conditions qu'il jugera convenable de fixer.

A défaut de paiement des sommes appelées pour la libération des actions, les sommes exigibles seront productives d'un intérêt, pour chaque jour de retard, à raison de 6 % l'an, à compter du jour de l'exigibilité et sans qu'il soit besoin d'une demande en Justice.

Si dans le délai fixé lors de l'appel des fonds, les actions n'ont pas été libérées des sommes exigibles sur leur montant, la société peut, quinze jours après l'envoi à l'actionnaire défaillant d'une lettre recommandée le mettant en demeure d'effectuer le paiement, résilier le contrat de souscription.

Dans le cas où la société a déclaré vouloir user de son droit de résiliation, les actions non libérées sont, dès l'expiration du délai de quinze jours suivant l'envoi de la lettre recommandée ci-dessus visée, annulées de plein droit par voie de réduction du capital qui sera ultérieurement régularisée, et les sommes versées sur ces actions demeurent à la société à titre de dommages-intérêts.

Le présent article s'applique également aux augmentations de capital.

Tous les frais résultant de la cession sont à la charge du cessionnaire.

ARTICLE 11

Cessions des actions

11.1. — Conditions générales

La cession des actions s'opère dans les conditions prévues à l'article 53 alinéa premier de la loi n° 97-519 du 4 septembre 1997 et conformément aux dispositions du présent article 11.1, sans préjudice, le cas échéant, de l'application des dispositions législatives et réglementaires applicables en matière de privatisation de participations et d'actifs de l'Etat et dans certaines entreprises.

La cession des titres nominatifs, outre l'observation des stipulations ci-après, ne peut s'opérer que par une déclaration de transfert signée du cédant ou de son mandataire, et mentionnée sur le registre de la société. Toutefois, s'il s'agit d'actions non entièrement libérées, la signature du cessionnaire ou de son mandataire est nécessaire. Les frais de transfert sont à la charge du cessionnaire.

Les actions libérées des versements exigibles sont seules admises au transfert.

Le registre des transferts est clos pendant les cinq jours qui précèdent la réunion du conseil d'administration ainsi que le jour de la séance du conseil.

En cas de perte d'un titre nominatif, l'actionnaire doit faire signifier à la société une opposition au paiement des dividendes et au remboursement du capital. Lorsqu'il aura justifié de ses droits, il pourra exiger le paiement des coupons échus et se faire délivrer un duplicata de son titre qui annulera l'ancien.

11.2. — Conditions particulières

Toute cession d'actions, à titre gratuit ou onéreux, de quelque manière qu'elle ait lieu, même entre actionnaires, doit pour devenir définitive, être autorisée par décret, après avis du conseil d'administration.

III. — ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 12

Conseil d'administration

La Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat est administrée par un conseil d'administration composé de douze membres.

Les membres du conseil d'administration, représentants permanents de l'Etat ou des autres personnes morales de Droit public actionnaires, sont nommés et révoqués par décret en Conseil des ministres sur proposition, le cas échéant, de la personne morale de Droit public actionnaire.

Les personnes morales nommées administrateurs seront représentées au sein du conseil par un représentant permanent, qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était administrateur en son nom propre.

La durée des fonctions des administrateurs est de trois ans. Le mandat du représentant permanent est renouvelable au maximum deux fois.

En cas de vacance par décès, démission ou autre cause, il est procédé au remplacement de l'administrateur par décret. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

ARTICLE 13

Président du conseil d'administration

Le conseil d'administration élit à la majorité simple, parmi ses membres un président qui, en l'absence de dispositions particulières du conseil d'administration, restera en fonction pendant la durée de son mandat d'administrateur.

L'élection ou la révocation du président par le conseil est entérinée par décret.

Le président du conseil doit être une personne physique.

Il convoque et préside les réunions du conseil.

Le président peut demander l'évocation, par l'intermédiaire du directeur général, de toute question ayant trait à la gestion et au fonctionnement de la société.

En cas d'empêchement du président, le conseil désigne un président de séance choisi parmi les administrateurs.

ARTICLE 14

Réunions et délibérations du conseil

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins une fois par trimestre, sur la convocation de son président, à son initiative ou à la demande du directeur général, au siège social ou en tout autre endroit désigné par la convocation.

Les convocations doivent contenir l'ordre du jour de la réunion auquel il est annexé les dossiers correspondants. Les convocations et les dossiers y annexés doivent parvenir aux administrateurs au moins quinze jours avant la date de la réunion. Le conseil d'administration ne délibère que sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

Le conseil d'administration ne délibère que si la moitié au moins de ses membres est présente.

Il est tenu une feuille de présence qui est émargée par chaque membre du conseil présent en entrant en séance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents, représentés ou ayant voté par correspondance. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Lors des réunions du conseil d'administration tout administrateur absent peut, par pouvoir donné même par simple lettre missive, télécopie, télex ou télégramme, charger un autre membre du conseil de voter en son lieu et place.

Un administrateur ne pourra représenter qu'une seule personne et le pouvoir n'est valable que pour une seule réunion.

ARTICLE 15

Procès-verbaux des réunions du conseil

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux réunis en un registre spécial.

Le procès-verbal de chaque séance est signé par le président de séance et le secrétaire, ou par deux administrateurs désignés à cet effet.

Les copies ou extraits des procès-verbaux à produire en Justice ou ailleurs sont certifiés par un administrateur, présent ou non à la réunion.

ARTICLE 16

Pouvoirs du conseil

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour agir, en toutes circonstances, au nom de la société et faire autoriser tous actes et opérations relatifs à son objet.

Le conseil d'administration peut déléguer, dans le respect de la loi et des statuts, les pouvoirs qu'il juge nécessaires au directeur général pour assurer la gestion courante de la société.

Il est expressément précisé que sur les matières ci-après, le conseil doit exercer directement ses attributions ou, par exception, prendre, pour chaque décision, une délibération particulière précisant la délégation ponctuelle ou les instructions spécifiques données au directeur général :

— La création de sièges administratifs, agences, bureaux ou succursales en Côte d'Ivoire ou à l'étranger ;

— L'autorisation préalable des Conventions entre la société et l'un de ses administrateurs ou le directeur général ou de celles passées entre la société et une autre entreprise, lorsque l'un des administrateurs ou le directeur général de la société est propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur ou directeur de l'entreprise ;

— L'autorisation pour tout investissement d'un montant supérieur à une somme fixée par le conseil ;

— Les opérations d'emprunt et de crédit, aval, garanties et cautions autres que réelles, dès lors qu'elles dépassent ou sont susceptibles de dépasser un montant d'engagement pour la société supérieur à un plafond fixé par le conseil ;

— Les opérations de garantie réelle : nantissement de toutes valeurs, hypothèques, sur des biens appartenant à la société ;

— L'acquisition et la vente de biens immobiliers ;

— La fondation de toute société ainsi que toute prise de participation financière dans une société tierce.

ARTICLE 17

Rémunération du conseil

Les administrateurs perçoivent, en rémunération de leurs activités au sein du conseil d'administration, une somme fixée annuellement, à titre de jetons de présence, conformément à l'article 22 de la loi n° 97-519 du 4 septembre 1997, portant définition et organisation des sociétés d'Etat.

Des rémunérations exceptionnelles peuvent être allouées par le conseil d'administration à certains de ses administrateurs pour des missions ou mandats spéciaux.

ARTICLE 18

Direction générale

Le conseil d'administration nomme parmi ses membres ou en dehors d'eux un directeur général qui est obligatoirement une personne physique.

Le directeur général est révocable *ad nutum*.

Il représente la société dans ses rapports avec les tiers.

L'étendue et la durée des pouvoirs ainsi que la rémunération du directeur général sont fixées par le conseil d'administration.

Le directeur général, dans le cadre précisé par cette délégation de pouvoir, est chargé de la gestion courante de la société. Des pouvoirs supplémentaires peuvent lui être conférés dans le respect de la loi et des présents statuts.

Le conseil d'administration peut, en cas d'urgence ou pour cause de vacance, donner mandat d'assumer provisoirement la direction générale de la société, soit à son président si celui-ci n'est pas déjà investi de cette fonction, soit à toute autre personne physique. Ce mandat n'est donné que pour une durée limitée à la vacance et prend fin à compter de la nomination d'un nouveau directeur général.

Le directeur général exerce son autorité sur le personnel qu'il recrute et licencie, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et du tableau des effectifs approuvés par le conseil d'administration.

Il nomme aux différentes fonctions d'encadrement prévues par l'organigramme de la société approuvé par le conseil.

Le directeur général établit chaque année le projet de budget de l'exercice à venir, le rapport d'activités et les comptes et bilan, qu'il soumet au conseil d'administration dans les délais prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 19

Convention avec un administrateur

Toute Convention entre la société et l'un de ses administrateurs ou le directeur général, soit directement, soit indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à la procédure d'autorisation et d'approbation fixée par les articles 26 à 30 de la loi n° 97-519 du 4 septembre 1997 susmentionnée.

ARTICLE 20

Organigramme

L'organigramme de la société, fixé par le conseil d'administration, sur proposition du directeur général, détermine le nombre de services et leurs attributions. A cet organigramme est joint le tableau des effectifs par service.

IV. — CONTROLE DE LA SOCIÉTÉ

Art. 21. — La société est contrôlée par deux commissaires aux Comptes choisis, par le ministre chargé de l'Economie et des Finances, parmi ceux inscrits au tableau de l'Ordre des Experts comptables.

Ils exercent leurs fonctions dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La société est soumise au contrôle de la Chambre des Comptes de la Cour suprême et du Parlement conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

V. — COMPTES DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 22

Exercice social

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et prend fin le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice comprend la période écoulée entre le jour de l'immatriculation de la société au registre du commerce et le 31 décembre 1998.

ARTICLE 23

Résultat — Affectation

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, y compris tous amortissements et toutes provisions pour risques commerciaux ou financiers, constituent les bénéfices nets.

Ils sont affectés et répartis de la manière suivante :

— Après déduction, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve prescrit par la loi, jusqu'à ce que le fonds ait atteint le dixième du capital social ;

— Le solde des bénéfices peut être reporté à nouveau ou faire l'objet des affectations suivantes :

1° Prélèvement sur l'excédent disponible, accru s'il en existe des reports bénéficiaires, de toutes sommes que le conseil d'administration jugerait convenable de fixer pour être versées à un ou plusieurs fonds de réserve existant ou à créer ;

2° Distribution aux actionnaires d'un dividende ;

3° Le reliquat éventuel étant reporté à nouveau.

ARTICLE 24

A la dissolution de la société, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par le décret de dissolution.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable.

Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

Il peut être autorisé à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

VII. — CONTESTATIONS

ARTICLE 25

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales, sont jugées conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et soumises à la jurisprudence des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire doit faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du siège social et toutes assignations ou significations sont régulièrement données à ce domicile.